

## **« Georges Pompidou et l'influence de la France dans le monde »**

**Cédric Francille**

L'Association Georges Pompidou a organisé le mercredi 22 juin 2011, dans le cadre du centenaire de la naissance de Georges Pompidou, un colloque à l'Assemblée nationale consacré à « Georges Pompidou et l'influence de la France dans le monde ». L'action menée par Georges Pompidou est étroitement associée, dans l'esprit de nos contemporains, à celle du général de Gaulle. Or, ce colloque visait à rendre à la présidence de Georges Pompidou son individualité propre, mais tendait également à témoigner du caractère international de sa vision. Afin de dresser un tableau global de l'influence de la France dans le monde à cette époque, les organisateurs de cet événement ont tenu à mettre en avant trois thématiques : les aspects politiques, puis économiques et enfin culturels. En réunissant historiens, témoins et acteurs politiques, à l'image des modérateurs de chaque séance, Gilles Le Béguec, Bernard Esambert, Jean-René Bernard et Jean-François Sirinelli, l'Association Georges Pompidou a su ainsi créer les conditions d'un dialogue fructueux.

Après Bernard Accoyer, président de l'Assemblée nationale et Édouard Balladur, ancien Premier ministre et président de l'Association Georges Pompidou, face à un public très nombreux et en guise de propos liminaire, Éric Roussel, l'un des biographes de Georges Pompidou, a présenté le contexte historique dans lequel évoluait le président. Il a notamment insisté sur le fait que la vision mondiale de Georges Pompidou s'inscrivait dans la continuité de la politique gaullienne d'équilibre entre les deux blocs avec toutefois une certaine inflexion de ton.

La première partie consacrée à l'influence politique de la France a débuté par l'intervention de Christine Manigand (université de Poitiers) intitulée « Les voyages et discours de Georges Pompidou à l'étranger ». Christine Manigand s'est interrogée sur la finalité de ces voyages et a démontré que ces déplacements reflétaient la vision géopolitique du président. Hormis ceux en Chine et en Éthiopie, les voyages présidentiels se sont inscrits dans un triangle Moscou - San Francisco - Libreville. Georges Pompidou, fidèle au cadre conceptuel du gaullisme, a veillé à maintenir un équilibre entre les États-Unis et l'URSS. Récusant la logique des blocs, il a eu tout intérêt à faire du voyage en Chine, un succès. Renforcer la coopération franco-chinoise ne pouvait que permettre d'affermir le rôle de la France dans le monde. Les voyages en Europe occidentale avaient pour objectif de favoriser l'élargissement de la Communauté économique européenne (CEE) et de développer son projet européen. Enfin, les voyages présidentiels en Afrique, organisés par Jacques Foccart, se donnaient pour but de maintenir les liens entre la France et les pays africains. De plus, il y ajoute une certaine aide au développement. Après cette première contribution, Jean-Bernard Raimond, conseiller diplomatique

de Georges Pompidou et ancien ministre des Affaires étrangères, a tenu à évoquer ses souvenirs de Georges Pompidou : l'importance que ce dernier accordait au Maghreb, la politique d'ouverture à l'égard de la Grande-Bretagne, son refus de participer aux négociations du Mutual and Balance Force Reduction (MBFR) visant à réduire l'arsenal des puissances nucléaires. Pour conclure, Jean-Bernard Raimond a mis en avant l'intuition et la profondeur de la vision géopolitique du président Pompidou. En cette fin de première partie, trois films réalisés par l'Institut national de l'audiovisuel (INA) furent projetés : le premier, intitulé « Moderne, résolument moderne » a été réalisé en 2011 pour le Centre Pompidou et témoigne de l'attachement de Georges Pompidou à la culture. Les deux autres films portaient sur « Pompidou et les tensions de l'innovation », introduisant ainsi la partie économique du colloque et, enfin, le dernier avait pour objet les relations entretenues par Georges Pompidou avec les États-Unis afin d'illustrer la dimension internationale du président.

La seconde partie de ce colloque, consacrée à l'influence économique de la France, s'est interrogée sur le rôle de l'économie en tant que vecteur d'influence. Cette partie a débuté par une contribution de Pascal Griset (Paris IV), consacrée aux aspects industriels et scientifiques. Le début de la V<sup>e</sup> République a marqué un tournant dans la mise en place de structures capables d'exploiter les différentes découvertes scientifiques : le système de recherche est modernisé (réforme du CNRS en 1959, création du CNES en 1961, de l'INSERM en 1964), à l'initiative du général de Gaulle. Georges Pompidou s'est voulu le continuateur de cette politique à laquelle il a largement été associé. Il y a ajouté une dimension supplémentaire en créant, en juin 1969, le ministère du Développement industriel et scientifique confié à François-Xavier Ortoli. Il a doté ainsi la France d'un outil capable de contribuer au rapprochement entre science et industrie. Il a poussé les entreprises à se regrouper, afin de pouvoir affronter la concurrence européenne. Enfin les résultats des grands programmes ont permis de développer une science et une industrie françaises, puis européennes. En guise de conclusion, Pascal Griset a souligné le volontarisme de Georges Pompidou, mais a surtout pointé la vision d'un changement de civilisation porteuse d'espoir.

Éric Bussière (Paris IV) s'est ensuite intéressé aux aspects monétaires et commerciaux. Les questions monétaires portent en elles-mêmes une charge politique et symbolique particulièrement forte. Surtout, ces deux points d'apparence technique sont des éléments constitutifs d'une vision globale chez Georges Pompidou. La puissance économique d'un pays sert ses objectifs politiques. L'action du président s'est inscrite dans un cadre d'ouverture des frontières économiques. Le 1<sup>er</sup> janvier 1958 marque l'entrée en vigueur du traité de Rome, cela suppose donc pour la France d'être capable d'influencer la gouvernance économique mondiale (à travers le GATT et les institutions monétaires), d'assurer la présence économique réelle du pays sur les marchés internationaux. Pour ce faire, l'État doit doter le pays d'une puissance industrielle et technologique, d'une agriculture productive. Éric Bussière a ainsi démontré que la défense des intérêts de la France passe de plus en plus par le renforcement de la solidarité entre les partenaires européens mais aussi à travers des accords bilatéraux.

Enfin, Jacques de Larosière, ancien gouverneur de la Banque de France, a tenu à évoquer trois souvenirs de sa collaboration avec l'Élysée. Le premier portait sur la

question des balances en livres sterling. La devise britannique jouait alors un rôle de monnaie de réserve, et dans le cadre des négociations en vue de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE, les pays membres ne souhaitaient pas qu'elle soit trop puissante et cause des déséquilibres. Le second souvenir avait trait au règlement de l'affaire des Mirage. Jacques de Larosière avait en effet été chargé par l'Élysée des négociations en vue de mettre fin à ce différend : Israël avait commandé et réglé cinquante avions Mirage en 1967 qui n'avaient pas été livrés. Enfin Jacques de Larosière a évoqué la rencontre des Açores à laquelle il a participé et a souligné à cette occasion la stature de Georges Pompidou : Richard Nixon a fait du président français son interlocuteur privilégié.

La dernière partie abordait les questions liées à l'influence culturelle. Alain Juppé, actuel ministre des Affaires étrangères et européennes, a dans son allocution, mis en avant deux combats menés par le président Pompidou en faveur de la culture, vecteur d'influence dans le monde. La première initiative du président fut de défendre Paris en tant que capitale de la création contemporaine. À travers une grande exposition d'art contemporain tenue au Grand Palais, la commande d'un nouveau mobilier pour l'Élysée et surtout en dotant Paris d'un centre emblématique pour la création : le Centre Georges-Pompidou ; par cette décision, il a voulu rivaliser avec le prestige de New York. La seconde initiative du président Pompidou fut en faveur du français. À ses yeux, la langue française était une des conditions du rayonnement du pays. Il eut à cœur de la défendre (lors des négociations inter-étatiques, en créant le Haut-Comité pour la défense et l'expansion de la langue française), mais aussi de favoriser sa propagation à travers une collaboration avec les pays francophones.

Frédéric Turpin (université d'Artois) s'est attaché à « Georges Pompidou, la langue française et la francophonie ». Aux yeux de Georges Pompidou, la langue française constituait un excellent moyen pour maintenir le prestige de la France dans le monde. Il convenait donc de favoriser sa diffusion. Le français, de surcroît, assurait la durabilité des liens entre la France et les pays francophones. Pour contrer le recul du français dans le monde, Georges Pompidou développa la coopération culturelle entre les différents pays francophones (création du Haut-Comité pour la défense et l'expansion de la langue française en 1966, réunion du premier sommet « francophone » franco-africain en 1973 par exemple) et en dotant la francophonie d'institutions innovantes.

Pour terminer cet après-midi, Alain Seban, président du Centre Georges-Pompidou, a dans sa contribution, consacrée à l'institution qu'il préside, exposé les objectifs du président Pompidou, lors de sa création. Le président Pompidou a décidé la construction du Centre dans le but de favoriser la modernisation du pays. Les artistes sont porteurs de questionnements originaux sur le monde contemporain et permettent une modernisation de tous les champs. Mais surtout le Centre Georges-Pompidou a été créé en vue de concurrencer la domination de New York sur la scène artistique contemporaine. Il s'agissait de permettre à Paris de rester une capitale de la création contemporaine et d'offrir une vision culturelle propre au reste du monde. Mais le Centre Georges-Pompidou servait aussi des objectifs politiques en favorisant le rayonnement culturel de la France.

Pour conclure cette journée, Abdou Diouf, ancien président de la République du Sénégal et actuel secrétaire général de la Francophonie, a évoqué avec beaucoup



***Histoire@Politique. Politique, culture, société*** – Rubrique « Comptes rendus – colloques ».  
Mis en ligne le 29 juillet 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

d'émotions les liens tissés entre Georges Pompidou et Léopold Sédar Senghor, nés de leur passion pour la culture mais aussi de leur combat pour la francophonie.